

Communiqué de presse commun

Luxembourg, 21/12/2023

Deux mois après le début de l'escalade de violence à la suite des actions du Hamas le 7 octobre, les hostilités à Gaza ont transformé le nord de la bande de Gaza en un tas de décombres et atteignent maintenant la région du centre et le sud avec une brutalité croissante. En Cisjordanie, la violence contre des civils, y inclus des enfants, est extrêmement préoccupante.

Selon plusieurs acteurs de Nations Unies, près de 19 000 personnes ont été tuées et plus de 50 000 ont été blessées au cours des dix dernières semaines à Gaza, tandis que l'offensive en cours continue de faire des centaines, voire des milliers de nouvelles victimes chaque jour.

Parmi elles, près de 70% seraient des enfants et des femmes. Les acteurs sur le terrain considèrent que le niveau de destruction à Gaza est sans précédent, et constituerait une tragédie humaine insupportable.

Les acteurs humanitaires remarquent que la « *poignée de convois* » autorisés à traverser le point de passage de Rafah n'est « *rien en comparaison des besoins* » de plus de deux millions de personnes piégées dans l'enclave.

De plus, au moins 130 otages israéliens pris par le Hamas et d'autres groupes armés se trouvent toujours en danger, et la poursuite des hostilités met également d'autres civils en danger.

Le siège de plus en plus strict de Gaza bloque l'entrée de marchandises essentielles telles que l'eau, la nourriture, des médicaments et le carburant, laissant plus de deux millions de personnes dans la bande de Gaza lutter pour leur survie.

Le 12 décembre, l'OMS a annoncé que désormais seuls onze hôpitaux - un dans le nord et dix dans le Sud de la bande de Gaza - sont encore partiellement fonctionnels et reçoivent des patients, tandis que les 25 autres structures de santé sont hors de service.

La catastrophe humanitaire risque de s'aggraver si les combats ne cessent pas immédiatement.

Toutes les parties au conflit continuent de commettre des violations incessantes et graves des droits humains et du droit humanitaire international. L'utilisation des armes explosives en zones peuplées demeure une préoccupation.

Nous, ONG luxembourgeoises signataires,

Nous sommes profondément préoccupées par le drame humanitaire et les violations actuelles à Gaza et en Cisjordanie.

RESPECT DU DROIT : nous exigeons que toutes les parties du conflit respectent les droits humains, le droit international humanitaire et les

résolutions des Nations Unies, plus particulièrement, les principes de distinction et de proportionnalité.

Nous considérons que les déplacements forcés et l'usage d'armes explosives en zones peuplées sont inacceptables et constituent une violation flagrante des droits humains et du droit international humanitaire.

Nous exigeons également la libération de tous les otages capturés par Hamas aussi bien que la libération des personnes détenues arbitrairement par le gouvernement israélien.

CESSEZ-LE-FEU et LEVÉE DU SIÈGE : nous demandons un cessez-le-feu immédiat et durable pour mettre fin aux attaques de toutes les parties.

Un cessez-le-feu arrêterait le nombre croissant de morts et permettrait aux organisations humanitaires d'apporter, à travers des couloirs humanitaires, une aide vitale, de l'essence nécessaire pour garantir le maintien des points humanitaires et des hôpitaux, de l'eau et des fournitures médicales dans la bande de Gaza afin de répondre au niveau stupéfiant de la souffrance humaine.

Une levée du siège est nécessaire pour permettre aux hôpitaux également aux hôpitaux de recevoir les médicaments vitaux, le carburant et l'équipement dont ils ont désespérément besoin, ainsi que de réparer les services endommagés et une évacuation immédiate et sécurisée des personnes blessées.

Un cessez-le-feu doit enfin permettre de négocier la libération des otages détenus à Gaza et de mener des enquêtes internationales indépendantes sur d'éventuels crimes de guerre commis par toutes les parties.

RESPECTER NOTRE TRAVAIL :

Les organisations présentes dans la région travaillent pour garantir le respect des droits humains, la dignité humaine, la protection de la vie et l'accès au soin pour les plus vulnérables.

Nous demandons de la manière la plus ferme possible d'assurer la sécurité du personnel médical, humanitaire, coopérant et des Nations Unies.

Ce personnel doit être mesure d'apporter de l'aide à la population sans restriction et l'action humanitaire doit être protégée quoi qu'il en coûte.

INTERMÉDIAIRE LUXEMBOURGEOIS :

nous exhortons le gouvernement luxembourgeois et l'Union européenne à intervenir pour appuyer nos demandes ci-exprimées et à travailler avec les autorités compétentes pour garantir que les droits humains et le droit international humanitaire soient respectés.

Organisations signataires :

Amnesty International, CELL, Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient-CPJPO, Friddens- an Solidariteitsplattform, Médecins Sans Frontières, Unicef Luxembourg

